



Médiation du crédit aux entreprises

Selon le bilan national consolidé au 21 juin 2009, la médiation du crédit a permis depuis son lancement en novembre 2008, de conforter plus de 5 000 sociétés de toutes tailles dans leur activité, de débloquer plus d'1 milliard d'euros de crédit, hors écrasement des dettes et de sauvegarder 107 641 emplois en France.

Sur les 12 853 entreprises ayant sollicité la médiation du crédit, 11 000 dossiers ont été acceptés et pris en charge en médiation. Au total, 8 160 dossiers sont désormais instruits et clôturés, soit un taux d'éligibilité de 74 %.

En cumul, le taux de médiation réussie reste stable à 66 % avec un léger fléchissement en juin (65 %).

En matière de taux, la médiation constate que les banques répercutent globalement correctement la baisse de leurs coûts de refinancement sur les taux de nouveaux crédits et reste vigilante sur les risques de dispersion au cas par cas.

Le médiateur du crédit a annoncé la signature d'ici à la fin de juillet d'un accord de place avec les dirigeants des principaux réseaux bancaires pour donner un cadre à la médiation du crédit aux entreprises.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Assurance crédit et les compléments d'assurance publics Cap et Cap +

Lors de la réunion du 8 juin 2009, Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et René Ricol, médiateur du crédit aux entreprises ont fait le point avec les assureurs crédit sur la mise en œuvre du nouveau cadre de fonctionnement de leur activité défini le 12 mai 2009 en présence du Premier ministre, François Fillon.

Ils ont pris bonne note d'avancées significatives dont : - le déploiement des dispositifs d'assurance crédit public Cap (en cas de diminution de couverture) et Cap + (en cas de retrait ou de refus de garantie des risques clients) avec respectivement 7000 et 1 140 dossiers ouverts ;

- la transparence des informations avec un accès gratuit pour les entreprises acheteuses sur le site Internet des assureurs crédit à leur notation au montant des encours garantis les concernant ; - la mise en place du dispositif dans les DOM dont la promotion sera assurée par l'AFD. Les directeurs des agences de l'IEDOM qui sont des médiateurs départementaux de crédit informeront les entreprises des règles éligibles à Cap+ et faciliteront la mise en relation avec les assureurs de crédit concernés.

Dossiers législatifs

1 - Projet de loi sur la réforme de la consommation

Le Sénat a adopté le 17 juin 2009 le projet de loi portant réforme du crédit à la consommation.

2 - Projet de loi organique relatif à l'organisation institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte

Le texte de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration générale du Sénat sera examiné en séance publique le 7 juillet 2009.

3 - Ordonnance sur la législation financière et douanière dans les COM

L'ordonnance n° 2009-799 du 24 juin 2009 portant actualisation et adaptation de la législation financière et de la législation douanière applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte a été publiée au Journal officiel de la République du 26 juin 2009.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Lyon du 24 au 26 juin 2009, le Groupement d'Action financière (GAFI) a pris d'importantes nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant une série de meilleures pratiques pour les Etats sur le gel des fonds et avoirs terroristes, de nouvelles lignes directrices pour les entreprises de services financiers, une étude détaillée des risques de blanchiment de capitaux dans le secteur du football et en accueillant Eurojust parmi les observateurs du GAFI.

Le communiqué est téléchargeable sur : <http://www.fatf-gafi.org>

Publications

1 - Banque de France : rapport annuel 2008 et lettre introductive du rapport

Les documents sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 - Commission bancaire : rapport annuel 2008

Le rapport est disponible sur : http://www.banque-france.fr/fr/supervi/supervi_banc/publi/rapcombanc08.htm

3 - Observatoire de la microfinance : premier rapport d'activité

Le document est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance.pdf>

4 - Conseil économique et social : l'offre de santé dans les collectivités ultramarines

Les travaux de Mme Jacqueline André-Cormier (rapporteur) sont disponibles en téléchargement sur : <http://www.ces.fr>

Publications de l'IEDOM

A l'occasion de la sortie des rapports annuels de l'IEDOM et de l'IEOM au titre de l'exercice 2008, M. Yves Barroux, Directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM a présenté une synthèse des principales évolutions ayant affecté les économies ultramarines, ainsi que les premières tendances de l'année 2009 lors d'une conférence de presse le 16 juin 2009 à Paris.

Le rapport du siège et les fascicules géographiques de la Guyane, de la Réunion, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont disponibles sur notre site Internet www.iedom.fr.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

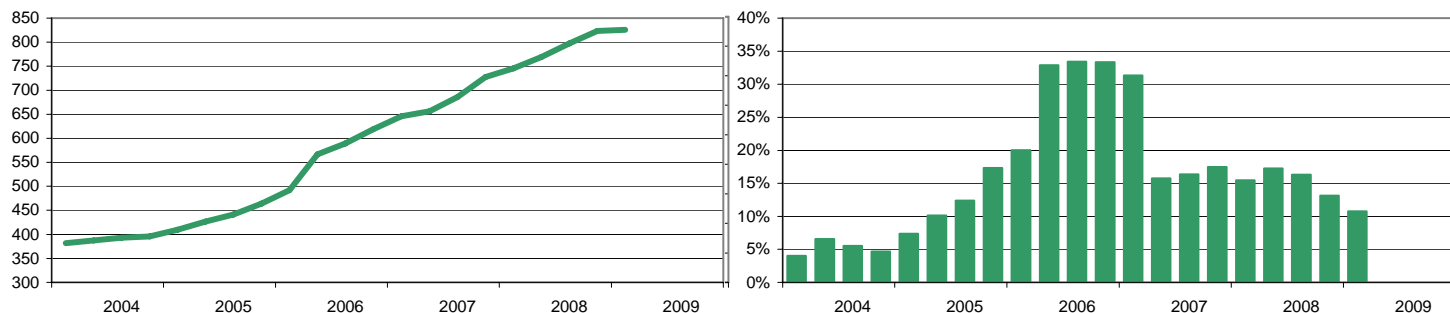
L'activité de distribution de crédits des établissements de crédit locaux était en ralentissement au premier trimestre 2009 ...

L'encours sain des crédits consentis par les établissements locaux s'établit à 825,8 millions d'€ au 31 mars 2009. Il s'inscrit en hausse en glissement annuel (+ 10,8 %), malgré la très faible augmentation enregistrée sur le trimestre (+ 0,3 %). **L'encours brut total** progresse de 0,5 % sur le trimestre, en raison de l'accroissement des créances douteuses brutes (+ 2,5 %). L'analyse des évolutions par agent, montre que l'encours des crédits octroyés aux **ménages** affiche une croissance de 12,7 % en glissement annuel, pour s'établir à 470 millions d'€. Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages ont progressé de 2,2 % au premier trimestre alors que l'encours des crédits à la consommation est resté atone à + 0,8 %.

Encours de crédit sain des EC locaux

Données brutes (en millions d'€)

Variations sur un an



L'encours des crédits octroyés aux **entreprises** (+ 8,9 %) s'inscrit en léger repli par rapport au trimestre précédent (- 0,3 %) et atteint 334,5 millions d'€. L'investissement, première composante du financement bancaire des entreprises, enregistre une progression de 2,5 % sur le trimestre alors que l'encours des crédits d'exploitation accuse un repli de 6,9 %.

Le bulletin trimestriel de conjoncture peut vous être adressé gratuitement au format pdf par simple demande à l'adresse suivante : etudes@iedom-guyane.fr. Il est téléchargeable sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Spatial

Le dernier lancement d'Ariane 5 ECA, le 1^{er} juillet, a permis la mise en orbite de TerreStar 1, le plus gros satellite de télécommunications jamais construit. Plusieurs contrats ont été signés par Arianespace, lors du 48^{ème} salon du Bourget, dont le contrat d'achat de 35 coiffes d'Oerlikon Space AG et celui des adaptateurs de charges utiles (ACU) d'EADS CASA Espacio. Le contrat de lancement des quatre premiers satellites de Galiléo, a également été paraphé.

Outre mer

La dotation de continuité territoriale (arrêté du 28 mai 2009) est fixée à 202 584 € pour la Guyane. La Guadeloupe et la Martinique percevront respectivement 1,1 et 1 million d'€, les autres DOM recevront une dotation inférieure à 200 000 €. L'objectif de cette dotation est de faciliter les déplacements de résidents d'outre-mer vers la métropole en réduisant de 30 % le prix du billet d'avion.

Construction

La prochaine rentrée scolaire comptera trois nouveaux lycées pour un montant total de 85,1 millions d'€. Il s'agit de deux lycées polyvalents celui de Rémire2 (30,9 millions d'€) et celui de Mana (28,6 millions). Le premier accueillera 1 064 élèves et le second 868. Les établissements proposeront un enseignement général (S, ES, L) et technologique (logistique, chimie). Rémire2 pourra recevoir 72 pensionnaires et celui de Mana 80. Le lycée de St Laurent (25,6 millions d'€) est destiné à l'enseignement professionnel, il dispensera des formations de CAP, BEP et Bac Pro pour préparer aux métiers de la vente, du commerce de l'industrie et du bâtiment (second œuvre). Il pourra recevoir 96 pensionnaires.

Aide aux entreprises

Le plan CORAIL (Contrat de Reprise d'Activité et d'Initiative Locale) sera appliqué en Guyane à partir du mois de juillet. Le plan consiste en une aide aux entreprises par l'octroi de prêts de 15 000 à 25 000 euros destinés à soulager leurs trésoreries. Il prévoit également la possibilité d'étaler les dettes sociales sur une période de 36 à 60 mois, pour celles antérieures à 2009.

Secteur aurifère

Le dispositif « Harpie » de lutte contre l'orpaillage clandestin est renforcé depuis le début du mois d'avril, notamment dans le sud de la Guyane. Plus de 600 militaires sont déployés. L'objectif est de démanteler les zones d'orpaillage clandestin. Les opérations sont appuyées par plusieurs services de l'Etat¹ et une logistique adaptée (hélicoptères, avions ...).

Le projet de schéma minier (SDOM) est en voie de finalisation. La rapport du Préfet Mansillon constate que les zonages existants ont souffert de nombreuses lacunes et qu'il est nécessaire d'approfondir le travail d'inventaire des richesses naturelles de la Guyane. D'après ce rapport, 45 % du territoire serait interdit à l'exploitation de l'or contre 29 % actuellement. Sur les 55 % de zones sur lesquelles l'activité minière serait autorisée, 12 % seraient soumises à des contraintes fortes, 8 % à des contraintes de premier niveau et 35 % aux conditions de droit commun.

1 L'ONF, le PAG (Parc amazonien de Guyane), la PAF, la DRIRE, la DIREN et la DDE

Environnement

EDF a lancé une opération promotionnelle sur les LBC (lampe basse consommation). 60 000 LBC ont été mises en vente. L'objectif est de faire des économies mais aussi de réduire l'émission de gaz à effet de serre (CO2). Depuis 2005, 240 000 LBC ont été diffusées représentant 1 million d'€ soit 70 000 tonnes de CO2 en moins. La climatisation représente 24 % des dépenses d'énergie le prochain objectif est de réduire ce coût à 20 % en privilégiant la pose d'isolants.

Télécommunication

L'opérateur Orange étend sa gamme de produits en proposant une formule d'accès Internet illimité et de télévision numérique ; une deuxième offre comprend en supplément un forfait téléphonique et enfin la dernière offre intègre des appels illimités vers les 3 numéros les plus fréquemment composés.

Tourisme

Après une interruption de 5 ans, la compagnie aérienne Suriname Airways sera en mesure de proposer dès le 3 août, deux vols hebdomadaires pour la liaison Cayenne-Paramaribo. Cet accord devrait concourir au développement du tourisme et du commerce des deux voisins du plateau des Guyanes.

Un BTS tourisme avec une option animation et gestion ouvrira ses portes à Kourou pour la rentrée 2009-2010. Cette formation est soutenue par l'Etat et le Conseil Régional, l'accent est porté sur l'apprentissage du créole et des langues étrangères, les danses traditionnelles mais aussi la gestion. La formation sera sanctionnée par la délivrance d'un diplôme de licence professionnelle.

Mise en place du RSTA

Plus de 22 600 guyanais bénéficieront dès le mois de juillet des 100 euros prévus dans le cadre du Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité (RSTA), financé par l'Etat et porté par la Caisse Générale de Sécurité Sociale en Guyane. Cette prestation sera versée tous les trimestres.

LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (hors tabac) – mai 2009 (Indice base 100 : année 1998)	118,6	-0,2 %	+ 0,8 %
	Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM1) - à fin mai 2009 Indicateur de chômage - à fin janvier 2009 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin avril 2009	12 985 19,6 % 5 559	+ 5,1 % + 0,7 point + 0,8 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mai 2009 Cumul 2009 des prestations nettes versées	10 974 26,2 M€	- 0,3 %	- 4,8 % - 3,1 %
	Commerce extérieur (Source : Douane)	Exportations – mars 2009 Cumul 2009	7,5 M€ 19,1 M€	+ 51,2 %
Importations - mars 2009 Cumul 2009		73,3 M€ 229,1 M€	+ 33,7 %	- 26,3 % + 2,4 %
Taux de couverture en cumul - à fin mars 2009		8,3 %		-3,2 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin juin 2009 Rappel cumul 2008	2 tirs Ariane 5 (4 satellites) 6 tirs Ariane 5 pour 10 satellites	
	Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2008) Cumul année 2008 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin mars 2009)*	5 983 tonnes (- 6,1 % sur un an) 9 704 tonnes (+ 11,9 % sur un an) 2 388 tonnes (+ 124,8 % sur un an) pour 3,6 M€ (+ 786 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)		Ventes de ciment – mai 2009 Cumul de janvier à fin mai 2009	6 164 tonnes (-7,2 % sur un an) 35 096 tonnes (- 4,4 % sur un an)
		Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)	Prises de crevettes (cumul à fin avril 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin mars 2009)
Or (Source : Douane)	Exportations (cumul à fin mars 2009)		4,3 M€ (- 59,6 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin mars 2009)	12 921 m3 (+ 6,6 % sur un an)	

* données d'avril et mai 08 non disponibles

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/05/09)					
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

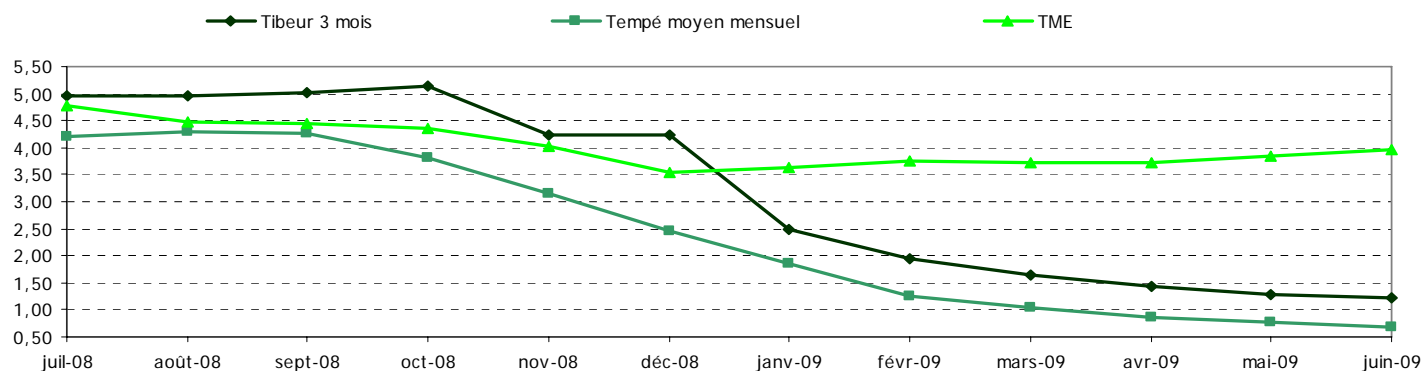
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR juin 2009			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0565%	0,8549%	0,7649%	0,6831%	0,9110%	1,2260%	1,4340%	1,6090%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
3,72%	3,71%	3,85%	3,96%	3,92%	3,91%	4,05%	4,16%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	7,01%		
Prêts à taux variable	7,03%		
Prêts relais	7,03%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,59%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	20,63%	Découverts en compte (1)	13,45%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	9,43%		

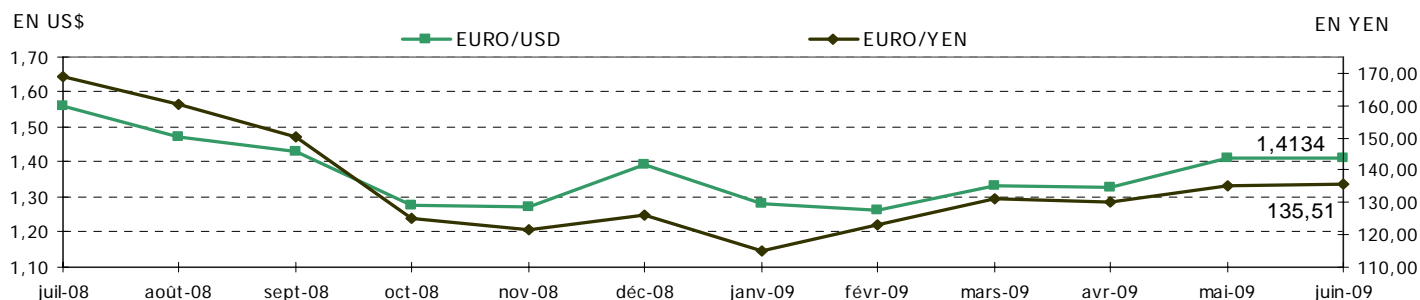
(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4134	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,8853	EURO/SRD (Surinam)	3,87895
EURO/JPY (Japon)	135,5100	EURO/BWP (Botswana)	9,63258	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,52944
EURO/CAD (Canada)	1,6275	EURO/SCR (Seychelles)	19,3341	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5112
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85210	EURO/MUR (Maurice)	46,2535	EURO/BBB (La Barbade)	2,82620
EURO/SGD (Singapour)	2,0441	EURO/BRL (Brésil)	2,7469	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,92195
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,9540	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,03434	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2740,00	EURO/XCD (Dominique)	3,81537	EURO/FC (Comores)	491,96775



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK